

Correo Internacional



Publication de la LIT-QI. Nouvelle époque. Num. 137

Mars 2008

< PAGES 1 ET 2 >

Venezuela

Les travailleurs combattent pour leur salaire, Chavez les réprime.

La répression violente de la Garde Nationale contre les travailleurs de Sidor (Sidérurgique de l'Orinoco), dans la ville de Puerto Ordaz (province de Bolivar), a accentué la polémique intense à laquelle le gouvernement de Hugo Chavez donne lieu depuis plusieurs années dans la gauche latino-américaine et mondiale. D'une part, un secteur important le revendique comme « l'avant-garde internationale dans la marche vers le socialisme ». D'autre part, il y a ceux qui, comme nous, affirment qu'au-delà de la « rhétorique socialiste » et des heurts qu'il peut y avoir avec l'impérialisme, il s'agit en réalité d'un gouvernement bourgeois avec un caractère de plus en plus totalitaire et anti-ouvrier.

Nous affirmons ceci parce que, en même temps que les multinationales et les grands groupes d'entreprises vénézuéliens font de très bonnes affaires dans le pays, le gouvernement de Chavez applique clairement une politique bourgeoise contre la classe ouvrière : bas salaires, conditions de travail désastreuses, impossibilité de discuter librement les conventions collectives, attaques permanentes contre l'autonomie des syndicats, etc. Quand les travailleurs entreprennent le combat contre cette situation, le gouvernement se met sans retenue du côté des patrons. Et si le conflit se durcit, il n'hésite pas non plus à les réprimer violemment.

Pour nous, ce projet bourgeois bonapartiste est ce qui explique l'ensemble de sa politique. D'autre part, ce projet ne date pas d'hier. Il se manifeste dans plusieurs faits : la formation du PSUV, les attaques contre l'autonomie syndicale, le cas de la chaîne de télévision RCTV (que nous avons analysé dans Courrier International n° 132 - août 2007), le licenciement d'Orlando Chirino et, en particulier, le dernier référendum sur le projet de réforme constitutionnelle. Cette réforme prétendait, selon nous, renforcer tous les aspects de l'offensive totalitaire du gouvernement et leur donner rang constitutionnel, tandis que pour beaucoup de courants elle représentait, au contraire, « une avancée vers le socialisme ».

L'exemple de Sidor nous offre donc une excellente occasion pour vérifier dans la réalité laquelle de ces définitions était la bonne.

Le cas Sidor

Sidor était une entreprise étatique jusqu'à la fin des années 90, quand elle a été privatisée par le gouvernement pro-impérialiste de Rafaël Caldera. Son nouveau propriétaire est l'entreprise Ternium, membre du groupe argentin-italien Techint, un des conglomérats sidéro-métallurgiques les plus forts du continent. Récemment, Ternium a été accusé d'avoir fermé l'usine de tubes, pour exporter la matière première vers d'autres pays et ensuite réimporter les tubes terminés.

En même temps, suite à la privatisation, actuellement moins d'un tiers de ses plus de 13.000 travailleurs ont un contrat à durée indéterminée chez Sidor. Le reste travaille dans des conditions salariales et de travail beaucoup plus précaires, dans plus de 300 entreprises de sous-traitance, propriété des actionnaires de Techint eux-mêmes ou de représentants gouvernementaux de la CVG (Corporation vénézuélienne de Guayana), qui supervise la production.

La surexploitation des travailleurs a permis à Ternium d'engranger d'immenses profits, publiquement reconnus, ce qui se manifeste dans le fait que ses ADR (actions), cotées en Bourse à New York, ont eu une valorisation de plus de 100% la dernière année. C'est une réalité qui contraste profondément avec son refus d'accorder l'augmentation salariale réclamée par les travailleurs, avec l'argument que « *les coûts ne le permettent pas* ».

Le gouvernement de Chavez respecte toujours (9 ans plus tard !) la privatisation réalisée par Caldera, bien qu'il ait menacé plusieurs fois de nationaliser Sidor. En même temps, tout comme dans les entreprises étatiques, la « bourgeoisie bolivarienne » fait aussi de bonnes affaires ici, par le biais des entreprises de sous-traitance.

Le conflit et les manœuvres du gouvernement en faveur de l'entreprise

Depuis plus d'un an, les travailleurs réclament l'inclusion, dans la convention collective, d'une augmentation salariale qui couvre les grandes pertes subies durant les dernières années à cause de l'inflation (par le biais du Syndicat Unique des Travailleurs de l'Industrie Sidérurgique Sidor - SUTISS). L'entreprise a refusé obstinément de répondre à cette demande, et la meilleure offre qu'elle a faite n'arrive pas à un tiers de la même. Pendant ce temps, les travailleurs ont réalisé avec beaucoup de patience des grèves et des mobilisations, en maintenant de façon permanente la volonté de résoudre la situation.

Tout au long de ce conflit, le gouvernement de Chavez s'est clairement mis du côté de l'entreprise multinationale, par le biais de son ministre de Travail, José Ramón Rivero. D'abord, il l'a fait à travers la proposition de former un **comité arbitral**, désignée par le gouvernement, dont la décision s'imposerait, une manœuvre clairement dirigée contre les travailleurs et le syndicat. D'une part, il les obligeait à accepter l'augmentation définie par la junte, quelle qu'elle soit. D'autre part, ce mécanisme représentait un antécédent qui, de fait, liquidait la négociation de conventions collectives et la

possibilité de combattre pour les améliorer, puisque, en dernier ressort, ce serait toujours le gouvernement qui prendrait la décision. Il est important de mentionner que les chambres patronales, y compris la Fedecámaras putschiste, ont payé de coûteuses annonces dans les journaux pour soutenir la proposition du Ministère du Travail. D'autre part, bien sur le qui-vive, les travailleurs de Sidor l'ont rejetée.

Cette première manœuvre ayant échoué, le gouvernement en a essayé une autre : former une Commission de Haut Niveau avec 3 représentants gouvernementaux (Ministère du Travail, Ministère de l'Industrie minière, gouverneur de la province de Bolivar), l'entreprise et le SUTISS, diluant ainsi totalement la présence des représentants des travailleurs, pour faire pression sur eux. Dans une réunion de cette commission, le 12 mars dernier, le Ministère du Travail a proposé qu'il y ait un référendum, à travers les organismes électoraux étatiques, pour que les travailleurs de Sidor décident s'ils acceptaient l'offre de l'entreprise, et s'ils voulaient, oui ou non, aller à la grève. Cette proposition était une nouvelle attaque en faveur des patrons puisque cela signifiait la non-reconnaissance du syndicat comme représentant naturel des travailleurs dans le conflit. En même temps, elle prétendait sortir le conflit du domaine de décision des instances propres des travailleurs (assemblées, réunions de représentants, etc..) pour le mener au terrain électoral bourgeois. Les représentants du SUTISS l'ont rejetée, de bon droit.

Grève et répression

Par la suite, le processus s'est accéléré. Le mécontentement des travailleurs était tellement grand qu'ils ont résolu de paralyser toute l'usine, même avant que le syndicat lui-même les y ait invités formellement. Ensuite, la direction de SUTISS a proposé 80 heures de grève, comme première action d'une suite de mesures échelonnées.

Le matin du 14 mars, les travailleurs étaient concentrés face à la porte d'entrée n° III, d'accès à l'usine, où ils manifestaient pacifiquement. Dans ces conditions, selon les informations d'articles publiés sur www.aporrea.org, des bataillons de la Garde Nationale et de la Police sont arrivés « *sans préavis et sans aucune médiation, attaquant les voitures des travailleurs avec la crosse de leurs armes, rompant les vitres et faisant ravage sur la carrosserie de ces véhicules, et faisant usage de bombes lacrymogènes et de tirs de mitraille de manière injustifiée* ». On estime qu'il y a eu 53 arrestations et au moins 12 blessés, trois d'entre eux dans un état grave. Parmi les blessés, il y a trois dirigeants du SUTISS, José Rodriguez Acarigua, avec une balle dans une jambe et de la mitraille dans la tête, José Luís Alcoser et Yuli Hernández.

Les informations ajoutent que « *jusqu'aux premières heures de l'après-midi étaient arrêtés tous ceux qui portaient des chemises ou des badges qui les identifiaient comme travailleurs de Sidor. Beaucoup ont été sortis de leur voiture quand ils transitaient par différents endroits de la ville, même s'ils étaient accompagnés de parents. On les faisait monter dans les voitures des patrouilles pour les transférer ensuite, menottés, à différentes parties de Ciudad Guayana* ».

Enfin, l'organisation *Marea Socialista* a dénoncé que « *nous avons été informés que des effectifs de la Garde Nationale se sont présentés à la Clinique Venezuela, où est hospitalisé un travailleur blessé du nom de Leonel Gricel et ont voulu le sortir par la*

force et l'amener prisonnier, une intention avortée par un groupe de travailleurs qui se trouvaient aux alentours de la clinique » (www.aporrea.org, 14/3/08).

C'était la seconde répression que subissaient les travailleurs de Sidor, puisqu'une semaine avant, quand ils accompagnaient leurs dirigeants à une réunion de la CVG, ils ont été attaqués aussi par la Garde Nationale et il y a eu des confrontations avec elle.

Un déploiement répressif d'une telle envergure et de tant de férocité contre les travailleurs ne se différencie d'aucune façon de ceux que mettrait en oeuvre tout gouvernement bourgeois de droite, face à une lutte ouvrière. C'est pourquoi, les travailleurs de Sidor criaient, indignés, « *Où est le Socialisme du Gouvernement ? Le Socialisme est-il donc Répression ?* » (www.aporrea.org, 14/3/08).

La réalité a clarifié le débat.

Les faits de Sidor suffiraient, par eux-même, pour clôturer le débat sur l'hypothétique « socialisme » du gouvernement de Chavez et sa prétendue défense des intérêts des travailleurs. Il est toutefois nécessaire d'ajouter qu'il ne s'agit pas d'un cas isolé. Cette dernière année, ce qui est arrivé à Puerto Ordaz (bas salaires, impossibilité de négocier leurs conventions, répression, etc.) s'est produit aussi avec les travailleurs de Sanitarios Maracay, les pétroliers de Puerto La Cruz et de Zulia, et les fonctionnaires, comme en témoigne l'Unité Socialiste des Travailleurs (UST) dans la déclaration que nous reproduisons dans cette édition.

La question posée par les travailleurs de Sidor (*Où est le Socialisme du Gouvernement ?*) n'a qu'une seule réponse possible : il n'y a aucun « socialisme » dans le gouvernement de Chavez. La réalité sans ambiguïté est qu'il s'agit du gouvernement bourgeois d'un pays dominé par l'impérialisme, avec un cours de plus en plus répressif et anti-ouvrier, qui se dissimule derrière des discours « socialistes » et des drapeaux rouges pour essayer de tromper les travailleurs et les masses. Mais les mensonges sont tôt au tard rattrapés par la réalité. C'est ce qui se passe précisément au Venezuela maintenant, c'est l'effondrement du mensonge du « socialisme chaviste ». La défaite du gouvernement dans le référendum constitutionnel a été, précisément, une expression de cette perte de popularité du gouvernement de Chavez, qui s'accroît encore avec chaque nouvelle répression d'une lutte ouvrière.

La LIT-QI condamne la répression féroce contre les travailleurs de Sidor et veut leur exprimer tout son appui et sa solidarité. En même temps, nous réitérons notre conviction que ce sera dans ces luttes des travailleurs vénézuéliens, contre le gouvernement de Chavez, la bourgeoisie vénézuélienne et l'impérialisme, c'est-à-dire, dans leur mobilisation et leur organisation autonomes, que se construira le chemin vers le véritable socialisme, non dans la rhétorique fallacieuse du gouvernement chaviste et de la « bourgeoisie bolivarienne ».

<Box 1>

Le black-out médiatique sur le conflit

Un autre débat qui devient plus clair

Le conflit et la répression gouvernementale à Sidor ont souffert d'une véritable "conspiration de silence" de la part de la presse vénézuélienne, tant privée qu'officielle.

Selon l'agence indépendante *Reporteros Comunitarios de Mérida* (le 15.03.2008) : « *Il est significatif que, face à ces faits, un black-out médiatique s'est imposé au Venezuela, dans les moyens de communication nationaux, privés et officiels, (presse, radio et TV), lesquels essayent de dissimuler ou de minimiser la lutte des travailleurs métallos.* »

Dans le même sens, la dirigeante syndicale Marcela Máspero a dénoncé dans un reportage « *le black-out médiatique qui existe par rapport au conflit de SIDOR, provoqué, d'une part, par la transnationale elle-même et ses influences dans les médias privés, et d'autre part, par le Ministre de Travail lui-même, qui a pris soin de visiter personnellement le Ministre des Communications, les Présidents de la chaîne de télévision officielle VTV, de l'agence de presse bolivarienne ABN et du reste des médias officiels, pour diaboliser la lutte des travailleurs de Sidor* ».

A la lumière de cette réalité, il est intéressant de reprendre le débat intense qui a eu lieu quand le gouvernement de Chavez n'a pas renouvelé la concession du canal de télévision RCTV et a incorporé cet espace et les équipements de transmission au réseau étatique de médias, où fonctionne maintenant TVES. La LIT-QI s'est opposée à cette mesure, en alertant qu'en dernier ressort, elle était dirigée contre la liberté d'expression de la classe ouvrière. Elle a reçu des attaques très dures de plusieurs courants de gauche, pour avoir assumé cette position, attaques l'accusant de faire le jeu de la bourgeoisie putschiste de droite, concessionnaire précédent de ce canal.

Ce débat peut maintenant être mené « les pieds sur terre », avec plus de clarté. Comme nous avons vu, dans le conflit de Sidor, toute la presse bourgeoise, publique (y compris TVES) ou privée, a fait taire la lutte des travailleurs et la répression qu'ils ont endurée de la part du gouvernement. C'est-à-dire, il y a eu un accord de classe très profond, entre le gouvernement et l'opposition bourgeoise de droite, contre les travailleurs. Alors, la question à laquelle doivent répondre aujourd'hui ceux qui ont défendu cette mesure du gouvernement de Chavez est très simple : la liberté de presse de la classe ouvrière a-t-elle augmenté, oui ou non ? Nous croyons que la réponse est très clairement NON. A Sidor, les vrais bénéficiaires ont été la « bourgeoisie bolivarienne » et les multinationales, comme l'a montré maintenant l'activité de **tous les médias**.

<Box 2>

Déclaration de l'UST du Venezuela

SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS DE SIDOR NON A LA REPRESSION

Les travailleurs de SIDOR (...) ont décidé d'entrer en situation de conflit depuis plusieurs jours, situation qui a été à l'origine de plusieurs grèves pendant des heures. Le Ministère du Travail est en scène comme médiateur des discussions, mais en faisant des propositions qui se situent clairement du côté des patrons (...). Le vendredi 14, les travailleurs ont décidé d'occuper les portes d'entrée et les voies d'accès (...)

En réponse à cette action de légitime défense de l'indépendance syndicale et de classe des travailleurs, la Garde Nationale, agissant en équipe avec la police de la province de Bolivar, a brutalement agressé les travailleurs, laissant comme solde 53 arrestations et 13 blessés, dont plusieurs dans un état grave.

L'Unité Socialiste des Travailleurs rejette énergiquement la répression dont ont fait l'objet les travailleurs de Sidor, laquelle n'a aucune justification et est fort éloignée de l'attitude que doit avoir un gouvernement qui se dit révolutionnaire. Ce n'est pas la première répression dont souffrent les travailleurs sous le Gouvernement de Chavez. Pour la seule l'année passée, les travailleurs pétroliers ont subi la répression de la Garde Nationale et de la Réserve, dans le Zulia (cas des perceuses) et en Anzoátegui (discussion de Contrat Collectif), sans parler des travailleurs de Sanitarios Maracay (autoroute régionale du centre) et des fonctionnaires (bureaux du Ministère du Travail). (...)

Nous exigeons la liberté des prisonniers et la cessation de la persécution contre les personnes mises en examen, puisque les travailleurs et les dirigeants syndicaux ne sont pas du tout des délinquants. **NON** à la criminalisation de la protestation de travail et sociale (...)

Cette agression doit être punie. On ne peut pas permettre la création d'un précédent qui affecte l'intégrité des travailleurs. Nous exigeons la punition des coupables matériels de l'agression et la destitution des responsables politiques - les Ministres du travail, de l'intérieur et de la justice, de la défense - ainsi que la démission du gouverneur de Bolivar (...).

La discussion du Contrat Collectif (...), la mise en sous-traitance de 71% des travailleurs (...) et les relations de travail elles-mêmes, dignes de l'esclavage, démontrent une fois de plus **que SIDOR doit être nationalisée**. Il ne s'agit toutefois pas de récompenser le patron avec une indemnisation juteuse. Ils ont déjà engrangé largement de grands profits, produits de l'exploitation des travailleurs et des hauts prix internationaux de l'acier. **Nationalisation sans indemnisation et sous le contrôle de ses travailleurs**, voilà ce que doit être l'exigence qui unifie la lutte des travailleurs de SIDOR et de ceux qui les soutiennent, parce qu'elle est en défense de notre souveraineté et de la qualité de vie des travailleurs (...).

Comme travailleurs vénézuéliens, nous avons besoin du triomphe des camarades de Sidor. Cela fait partie d'une lutte nationale pour améliorer la qualité de vie des travailleurs et de nos familles, de l'approfondissement du processus révolutionnaire en plaçant la classe ouvrière à l'avant-garde du processus. C'est pour cela qu'il faut une **Grande Rencontre Nationale des Travailleurs, des mouvements populaire, paysan et estudiantin**, qui définisse un plan de luttes et une plate-forme politique en proposant comme orientation centrale la lutte pour un plan économique des travailleurs et pour la stratégie d'un gouvernement des travailleurs, sans bourgeois, bureaucrates et corrompus.

Non à la répression ! Châtiment des responsables.

Dehors le ministre José Ramón Rivero et son référendum patronal !

Dehors le ministre Rodríguez Chapín et sa politique répressive !

Défendons l'indépendance syndicale !

Pour une convention collective qui prend en compte les justes demandes des travailleurs de Sidor !

Vers la Rencontre Nationale de Travailleurs et des Mouvements Populaire, Paysan et Estudiantin, qui unifie les luttes !

Unité Socialiste des Travailleurs

16/03/2008

< pages 3 et 4 >

La lutte des travailleurs pétroliers et la Rencontre du 20 février

Un autre exemple de résistance et de lutte contre le gouvernement de Chavez se situe dans le secteur pétrolier, le plus important de la classe ouvrière vénézuélienne. L'année passée, il y a déjà eu des conflits dans les régions de Puerto La Cruz et de Zulia, exigeant la négociation de la convention collective, et en défense du droit des travailleurs de décider eux-mêmes démocratiquement, qui va négocier en leur nom. Les deux luttes ont été réprimées durement par le gouvernement, sous des accusations que les travailleurs étaient des « saboteurs » et des « contre-révolutionnaires ». Par la suite, le gouvernement a licencié Orlando Chirino, dirigeant syndical de l'UNT, de PDVSA.

Comme une partie de cette lutte, le 20 février dernier, il y a eu une importante rencontre à laquelle ont assisté plus de 300 dirigeants syndicaux, pétroliers et d'autres secteurs, qui ont adopté plusieurs résolutions importantes. En voici quelques-unes à souligner :

- a) Condamnation de l'agression impérialiste, manifestée dans les demandes d'Exxon Mobil devant les tribunaux internationaux contrôlés par les multinationales.
- b) Investigation et condamnation des bradeurs de la patrie, responsables de l'ouverture pétrolière, et dénonciation de la politique d'entreprises mixtes promue par l'Exécutif National, dans la mesure où l'on permet que les multinationales soient des partenaires de PDVSA et copropriétaires de nos ressources naturelles.
- c) Pour la récupération définitive de l'industrie pétrolière, afin de l'arracher à la technocratie, au népotisme et au clientélisme politique qui la contrôlent aujourd'hui, et passage direct sous le contrôle des mains des travailleurs et des organisations communautaires.
- d) Pour la réorganisation et la reconstruction du mouvement syndical pétrolier sur des bases démocratiques, éthiques et révolutionnaires. Elections MAINTENANT dans la FUTEV et révocation de la direction provisoire qui veut mettre l'organisation naissante sous séquestre.
- e) Réintégration immédiate d'Orlando Chirino à son poste de travail à PDVSA. Investigation et sanction contre les responsables de cette mesure violatrice de la Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela, de la loi organique du travail, du décret d'inamovibilité et du contrat pétrolier. Promotion de la Campagne Nationale : cinquante mille signatures pour la réintégration de Chirino à PDVSA.
- f) Pour une augmentation générale des rémunérations et des salaires. Salaires dignes pour les travailleurs. NON aux augmentations unilatérales - et uniquement pour le salaire minimal - décrétées par le Gouvernement. Echelle mobile de salaires qui permet l'accroissement automatique du salaire des travailleurs selon l'indice mensuel d'inflation. Salaire minimal équivalent à la valeur du Panier intégral des besoins de la famille.
- g) Appui sans restriction aux travailleurs de SIDOR, qui font face à la voracité capitaliste. Nous exigeons l'augmentation de salaires dignes, en accord avec leur effort et sacrifice quotidien. Nous soutenons la décision de présenter des cahiers

de conflit dans les entreprises, pour exprimer la solidarité avec les travailleurs de Sidor et pour nous préparer pour réaliser la grève nationale de solidarité.

- h) En défense de l'Union Nationale des Travailleurs, qui est la conquête politico-organisationnelle la plus importante obtenue par les travailleurs et les travailleuses vénézuéliens. Nous rejetons la division ainsi que l'intention des secteurs syndicaux dépendants du gouvernement de mettre sur pied des fédérations parallèles.

Pour défendre ces points et d'autres approuvés, l'assemblée plénière a voté un plan de lutte, qui inclut la convocation à une Rencontre nationale ouvrière, paysanne, populaire et estudiantine, pour les 19 et 20 avril prochains.

(BOX)

Pour la réincorporation immédiate d'Orlando Chirino

Le dirigeant syndical vénézuélien Orlando Chirino a été licencié récemment de PDVSA, l'entreprise pétrolière étatique. Ce fait représente une nouvelle attaque du gouvernement de Hugo Chavez contre l'autonomie syndicale des travailleurs vénézuéliens et contre ceux qui se sont opposés à sa politique.

Une intense campagne nationale et internationale se développe, en solidarité avec Chirino, pour répudier son licenciement et exiger sa réintégration à PDVSA. La LIT-QI adhère à cette campagne et appelle, en plus, toutes les organisations ouvrières, syndicales et de gauche à s'y joindre et à signer la pétition qui a été lancée.

Le 8 février dernier, la LIT-QI publié une déclaration qui, entre autres concepts, disait : « *Nous voulons affirmer notre plus ample solidarité avec le camarade Orlando Chirino et rejeter son licenciement. En même temps, nous exigeons du gouvernement vénézuélien et des autorités de la PDVSA sa réintégration immédiate et nous appelons à développer la campagne internationale qui a lieu en ce sens* ».

Voici le texte de la pétition avec laquelle se développe la campagne :

A M. Rafael Ramirez, Ministre de l'Energie et du Pétrole, Président de Petróleos de Venezuela. Et aux membres de la Direction de PDVSA

Les soussignés s'adressent à vous pour obtenir la réintégration immédiate à son poste de travail d'Orlando Chirino, coordinateur national de l'Union Nationale des Travailleurs (UNT), qui a joué un rôle déterminant contre le coup d'état d'avril 2002 et dans la défense de l'industrie pétrolière contre le lock-out patronal fomenté contre PDVSA cette même année.

Orlando Chirino a été licencié injustement de PDVSA alors qu'il est sous la protection de la Loi organique du travail concernant les droits syndicaux, comme membre de la direction de Sinutrapetrol (Syndicat unique des travailleurs du pétrole), avec la responsabilité de Secrétaire à l'hygiène et à la sécurité et comme coordinateur national de l'UNT.

Pour ces raisons et considérant le parcours militant d'Orlando Chirino, qui depuis plus de 30 ans s'est consacré au service de la classe ouvrière vénézuélienne en tant que dirigeant syndical reconnu par des milliers de travailleurs, et indépendamment de ses positions politiques et idéologiques, nous nous adressons à vous pour obtenir sa réintégration à son poste de travail.

Veillez envoyer les prises de position à solidaridadconchirino@yahoo.com (avec copie à litci@terra.com.br) en détaillant l'organisation à laquelle vous appartenez et, si c'est le cas, la responsabilité syndicale, politique ou estudiantine.

< Article >

La défense de Chirino

Une question de principes

Comme presque tous les faits qui touchent au gouvernement de Hugo Chavez, la campagne contre le licenciement d'Orlando Chirino et pour sa réintégration à PDVSA a aussi donné lieu à une polémique intense à faveur ou contre cette dernière.

Dans ce cadre, la position de la militante cubaine bien connue, Celia Hart, et celle d'Olmedo Beluche, dirigeant du MPU (Mouvement Populaire Unifié) de Panama, ont été exprimées publiquement. Les deux coïncident essentiellement et peuvent être résumées en trois aspects.

- a) Ils ne sont pas d'accord avec le licenciement de Chirino, comme en général ils ne sont pas d'accord avec le licenciement d'aucun travailleur.
- b) Ils considèrent que les actuelles positions politiques défendues par Chirino favorisent « *les ennemis de la révolution bolivarienne* » et son licenciement serait même la conséquence de ces positions politiques (déclaration du MPU, 25/02/08).
- c) Ils ne signent aucune des pétitions qui circulent en solidarité avec Chirino, parce que celles-ci « font partie d'une campagne contre le gouvernement bolivarien ».

Nous prêtons spécialement attention à eux parce que tous les deux se réclament du trotskysme. Olmedo Beluche se revendique, en outre, du « morénisme », c'est-à-dire qu'il est partisan du courant fondé par l'argentin Nahuel Moreno, dont la LIT-QI est l'expression principale. Nous affirmons, au contraire, que leur position n'a rien à voir avec la tradition trotskyste ni avec la tradition moréniste dans ce genre de situations.

Il ne s'agit pas « d'un travailleur en plus »

Tout d'abord, il est impossible d'aborder le licenciement de Chirino comme celui « d'un travailleur en plus », étant donné qu'il est un dirigeant syndical reconnu, avec des décennies de trajectoire publique. Rappelons qu'une partie de cette trajectoire a été sa lutte active contre le putsch pro-impérialiste de droite d'avril 2002 et contre le lock-out mis en oeuvre par ces mêmes secteurs, cette même année. Actuellement, Chirino est un des principaux dirigeants de l'UNT et membre du comité de direction de Sinutrapetrol (Syndicat Unique de Travailleurs Pétroliers).

L'année dernière, Chirino a manifesté des critiques dures contre la politique du gouvernement de Hugo Chavez, en défense de l'autonomie syndicale, et il s'est aussi opposé à son récent projet de réforme constitutionnelle. On ne peut donc pas prendre position sur le licenciement de Chirino, pour ou contre, sans le placer dans ce contexte. Pour nous, il donc est évident que son licenciement de PDVSA, outre qu'il est une attaque contre les plus élémentaires principes de liberté syndicale, représente une agression du gouvernement vénézuélien contre les dirigeants qui ont défendu l'autonomie syndicale et qui s'opposent aujourd'hui au cours de la politique

gouvernementale. Pour Hart et Beluche, au contraire, bien qu'ils ne le disent pas avec une totale clarté, ce sont ces positions de Chirino qui, en dernier ressort, justifieraient finalement son licenciement.

C'est le gouvernement de Chavez qui l'a licencié

Deuxièmement, il n'y a pas moyen de rejeter son licenciement et de réclamer sa réintégration à PDVSA, même si ce n'était « qu'un travailleur en plus », sans combattre contre le gouvernement de Chavez, tout simplement parce que c'est lui qui l'a licencié et c'est de lui qu'il faut exiger la réintégration à son travail. Il est évident que toute campagne pour cette exigence ira **objectivement** contre ce gouvernement parce que, pour atteindre son objectif et être couronnée de succès, elle devra lui imposer quelque chose qu'il ne veut pas faire. Ce serait la même chose que prétendre obtenir la réintégration d'un travailleur ou d'un dirigeant de la Ford ou d'une autre entreprise multinationale, sans combattre contre cette entreprise.

Hart et Beluche sont totalement conscients de cela. C'est pourquoi ils ont refusé de signer la pétition avec laquelle se développe la campagne, à partir de leur soutien au gouvernement chaviste, bien que la pétition ne fasse aucune référence au gouvernement national vénézuélien.

Une question de principes

La question centrale est que Hart et Beluche, en refusant de réclamer la réintégration de Chirino, passent outre à ce qui a toujours été un principe du mouvement ouvrier et de la gauche dans toute son histoire : la solidarité et la défense de tout travailleur ou dirigeant ouvrier poursuivi par les patrons ou par les gouvernements bourgeois, indépendamment des différences politiques qu'on a avec lui. Face à ces attaques, ces différences sont laissées de côté et il faut serrer les rangs contre les patrons et/ou les gouvernements bourgeois.

Rappelons qu'aussi bien Trotsky comme Moreno ont revendiqué ce principe comme un des plus importants pour les travailleurs et les organisations de gauche, face à son abandon par le stalinisme et, dans le cas de Moreno, par certains courants trotskystes.

Hart et Beluche ont tout le droit politique de soutenir et de défendre le gouvernement de Chavez et de critiquer Chirino pour ne pas le faire. Mais si, à partir de cet appui, ils justifient l'attaque et la persécution dont ce dirigeant est victime aujourd'hui, et s'ils restent passifs, face à lui, alors ils trahissent ce principe élémentaire et deviennent, dans les faits, des complices de cette attaque. Nous pouvons dire qu'en réalité, ils se sont mis à appliquer un principe contraire : si un gouvernement bourgeois est « progressiste », il faut toujours le soutenir contre les combattants poursuivis.

Qu'ils le fassent ou non, c'est à eux d'en décider. Mais, s'il vous plaît, cessez de vous revendiquer du trotskysme et/ou du morénisme, parce qu'avec cette attitude vous souillez les noms de Trotsky et de Moreno.